

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Afrique du Sud

Accentuation de la répression

Mercredi dernier, suite à l'interdiction de deux journaux et de dix-huit organisations antiapartheid, cinquante dirigeants noirs ont été arrêtés. Le gouvernement de Vorster a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de les traduire en justice car ils étaient détenus en vertu de la loi sur la sécurité intérieure. Ils sont en prison jusqu'au 10 août prochain sans autre forme de procès. Qoboza, le rédacteur en chef du quotidien noir «World», arrêté la semaine dernière, a reçu un papier lui expliquant qu'il était assigné à demeurer dans la prison jusqu'en août 1978 et il semblait que tous les détenus aient reçu la même note.

La vague de protestation qui s'est élevée contre ces différentes mesures, dont des prises de position de la presse défavorables au gouvernement, n'a pas arrêté l'escalade de la répression.

Vendredi, la police a arrêté quatre-vingt dix-sept Indiens qui avaient participé à un meeting interdit par le gouvernement raciste, dans le quartier asiatique de Lenasia à Johannesburg.

Toutes ces personnes arrêtées seront inculpées de participation à un rassemblement illégal. Lors de cette rafle, la première dans le quartier indien, un des journalistes du «Star», grand quotidien, fut arrêté alors qu'il était là pour faire un reportage pour son journal.

Dimanche, la police a arrêté trente personnes parmi les 1 500 Africains qui étaient venus suivre l'enterrement d'un jeune noir de King Williams Town (province orientale du Cap) tué récemment par la police au cours d'affrontements.

Ces arrestations ont eu lieu alors que la foule refusait de se disperser malgré les charges policières et les grenades lacrymogènes.

Tout ce qui combat l'apartheid est littéralement réprimé. Le ministre de la Justice a déclaré que les dix-huit organisations interdites l'étaient pour toujours et qu'il n'était pas question de revenir sur cette décision.

D'autre part, la police a fermé vendredi une clinique itinérante opérant dans les cités africaines, clinique qui appartenait à une des dix-huit organisations interdites.

(Suite page 2)

D'après «Le Matin»

MAOISTES = TERRORISTES

Il n'y a pas que la bourgeoisie au pouvoir qui cherche à exploiter pour son propre compte «le terrorisme», les bourgeois de «gauche» sont tout aussi déchainés.

«Le Matin», organe central officieux du PS, daté du samedi 22 titrait «Mais qui sont les terroristes français ?» et de répondre que ce sont «les maoïstes». Certes il n'est pas nouveau que les dirigeants sociaux-démocrates s'attaquent aux marxistes-léninistes. De tout temps, ces individus ont été des anticommunistes, ont réprimé la classe ouvrière (pendant la guerre d'Algérie, Mitterrand a fait guillotiner le militant communiste Fernand Yveton parce qu'il soutenait le FLN algérien) et le mouvement de masse. Ils ont toujours été et sont toujours des ennemis irréductibles.

K. CROISSANT ACCUSE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND

Procès reporté au 2 novembre

Lundi 24 octobre, à Paris, la chambre d'accusation du parquet général devait statuer sur la demande d'extradition du gouvernement allemand à l'encontre de l'avocat Klaus

Croissant. Devant les grilles du palais de Justice, des gardes-mobiles, mousqueton à l'épaule. Pas loin, les cars de CRS. A l'entrée de la chambre d'accusation, un cordon de flics filtrait les entrées. Finalement, seule la presse et quelques avocats ont pu assister à l'audience. Les serviettes de plusieurs avocats ont été fouillées, malgré les protestations.

Les avocats de Croissant ont demandé le report du procès. Le dossier ne leur ayant été transmis qu'au début du week-end, ils n'avaient pas eu le temps nécessaire pour l'étudier. Le président du tribunal leur fit cyniquement le reproche

d'utiliser leur week-end pour leurs propres loisirs plutôt que de le consacrer à préparer la défense de Croissant!

Bien que le juge l'interrompit fréquemment, Croissant a notamment déclaré : «Le gouvernement qui réclame mon extradition est responsable de la mort de mes clients (*). Nous sommes en face d'une population allemande intoxiquée par un gouvernement qui refuse même une place au cimetière à des condamnés politiques. Je ne peux pas me défendre contre un gouvernement d'assassins.

«Le gouvernement allemand étend son mouvement

policier à la France et à toute l'Europe. Je l'ai constaté à cette audience. Je dois dénoncer l'assassinat calculé de trois de mes clients. Je répète qu'ils ont été assassinés» (...).

«Je sais que les responsables et les auteurs du meurtre sont le directeur de la prison, le ministre de la Justice et le chef du gouvernement allemand lui-même».

Finalement, le tribunal a dû reporter le procès au 2 novembre.

(*) Il s'agit de Baader, Ensslin et Raspe.

● Corse

Déclaration de Jose Stromboni



Lundi soir, José Stromboni, récemment libéré des prisons françaises, a pris la parole dans un meeting à Bastia. Jean Nicolai était aussi présent. José Stromboni a déclaré notamment que son arrestation avait été le résultat d'un montage policier.

La bourgeoisie française ne lui a jamais pardonné ses prises de paroles dans diverses assemblées internationales. A diverses occasions, en effet, il a parlé au nom de son peuple, le peuple corse et de l'exploitation que celui-ci subissait actuellement. Sa libération et l'accueil enthousiaste qu'il a reçu au pays prouvent d'une part que le dossier des flics était vide et que la lutte du peuple corse pour son autodétermination se renforce. Sa libération ne doit pas nous faire oublier Cacciari et Siméoni qui sont en prison. Ils doivent être libérés sans condition et tout de suite.

Un Sénégalais devant les tribunaux Quand l'agressé est condamné

M. Abdoulaye M'Bow est un universitaire sénégalais. En compagnie de sa femme et de ses deux jeunes enfants, il veut prendre le taxi à la gare de Lyon pour regagner son domicile. Il est prioritaire pour le taxi. Ceci n'empêche pas un digne représentant de la force publique de se mettre en travers du chemin et d'interdire l'accès du taxi à M. M'Bow. Bien évidemment, il s'agissait là d'une de ses interventions «malencontreuses» qu'il est bien défendu de qualifier de racistes. N'empêche que les explications ont dû être très posées puisque M. M'Bow s'est retrouvé avec une mâchoire fracturée et 15 jours à l'hôpital. Cela se passait le 20 décembre 1974.

Comme un flic est en cause dans cette histoire, le jugement de cette affaire passe en tribunal le 24 octobre 1977. L'accusé... le Sénégalais comme de juste.

Et comme de juste, il est condamné à 1 000 F d'amende pour outrage à agents. Il aurait, paraît-il, insulté des policiers. En outre, il est condamné à payer les réparations des blessures subies par un flic, soit une somme de 4 711,26 F. C'est un comble. Et encore il a de la chance d'être un universitaire car, s'il s'était agit d'un travailleur, direction le Sénégal et pas trois ans après, mais sur le champ.

Raciste la justice, la police, jamais de la vie ! Non seulement, il a fallu que M. M'Bow se laisse massacrer sans rien dire mais encore il aurait dû remercier ceux qui l'ont tabassé. Mais M. M'Bow doit être un de ces dangereux terroristes qui se cachent dans notre pays pour y faire leurs sales coups. Merci M. Peyrefitte, la loi et l'honneur de la police sont saufs.

Déclaration de Bonnet, ministre de l'Intérieur

Dans la grande épreuve que vient de connaître l'Allemagne fédérale, le président de la République a été en liaison directe avec le chancelier. M. Barre s'est rendu à Bonn et j'ai moi-même eu de nombreuses conversations téléphoniques avec mon collègue et ami M. Maihofer, ministre de l'Intérieur de la RFA.

«De hauts fonctionnaires de la police allemande collaborent également à Paris depuis plusieurs semaines avec nos propres services. La détermination du gouvernement français de lutter contre le terrorisme est égale à celle du gouvernement fédéral. Nous l'avons déjà prouvé dans un passé récent. Notre action s'amplifie de jour en jour en liaison étroite avec la police fédérale auprès de laquelle nous avons dépêché un représentant de haut niveau».

(Voir article page 3)



28 OCTOBRE - MARSEILLE - 20 h 30

CONFÉRENCE SUR LA CHINE

Par Alain BOUC

Salle St-Georges - 127, Avenue de la Corse
Organisée par le Comité des Amitiés
franco-chinoises de la Joliette - 13002

• Cruas-Meysses (Ardèche)

Le PS essaye de récupérer

Si le PCF a essayé de semer la confusion lors de ces réunions préparatoires et s'est finalement déclaré contre la marche (comme par hasard), le PS, lui, a essayé de récupérer la manifestation de dimanche à son compte, comme le montre son attitude lors de la conférence de presse ouverte à tous et mise au point par les organisateurs, dont le PS. En effet, il cessait la conférence de presse en catimini, de manière à ne

donner que sa position et présentait aux journalistes un futur candidat aux législatives sur la circonscription.

Un groupe de manifestants a été l'interrompre pour donner son avis quant à la pratique du PS, à savoir qu'il a saboté la conférence de presse et ne respecte pas les décisions prises par le comité organisateur. Quant à la marche, elle a regroupé 5 000 personnes, principalement de la région Rhône-Alpes sous une pluie diluvienne.

• Orléans

Succès du meeting AFC

Samedi 22 octobre le Comité d'Orléans de l'Association des amitiés franco-chinoises organisait une manifestation. Cette manifestation revêtait un double caractère. D'une part, il s'agissait de resserrer les liens entre les adhérents du comité qui ne se connaissent pas tous. D'autre part, il s'agissait de renforcer le comité ; chaque ami devait amener au moins une autre personne intéressée par la Chine.

De 17 h 45 à 23 h 30, de nombreux débats eurent lieu, précédés de montages diapositives. Ce sont

plus de 300 personnes qui sont venues à cette soirée. Des repas chinois furent servis tout au long de la soirée. Les participants purent acquérir des objets d'artisanat et apprécier la musique de ce pays. Aux murs, des panneaux relatant les diverses activités de l'association à Orléans avaient été disposés.

Il y eut aussi des panneaux illustrés expliquant les méthodes employées pour prévenir les tremblements de terre. Un membre de l'ambassade, un étudiant chinois en français étaient présents une partie de la soirée.



Le samedi à artisanat (photo AFC)

• Lycée Daumier - Marseille

Lutte contre le renvoi d'un lycéen

Un élève du lycée Honoré-Daumier à Marseille avait apposé sur le panneau d'« expression libre » du lycée un texte appelant les lycéens à une réunion politique d'information. Le 10 octobre, il était renvoyé par la direction pour, selon elle, « appel à la révolution ».

Mardi 18 octobre, des bagarres avaient éclaté entre les flics appelés par le proviseur du lycée et les lycéens. Le même jour, une manifestation a eu lieu regroupant les élèves du second cycle dans leur grande majorité et de nombreux enseignants pour la réintégration de Bruno Le Dantec celui-ci s'est présenté le 19 octobre, au lycée la direction a dû accepter sa présence.

Néanmoins, un conseil de discipline doit statuer ces prochains jours.

Luttes ouvrières dans le tiers monde

• Equateur

Deux responsables syndicaux ont été arrêtés vendredi à la suite de leur déclarations et prises de position sur les massacres perpétrés par la police contre les ouvriers en grève de la sucrerie de « Aztra ». Les dirigeants arrêtés sont José Chavez, président de la Confédération équatorienne des syndicats ouvriers et Cesare Valverde, secrétaire général de la fédération des travailleurs de Guayas, province où se trouve la sucrerie.

C'est la réponse du gouvernement de l'Équateur aux déclarations des syndicats qui dénonçaient l'action de la police contre les ouvriers en grève. Vendredi, la sucrerie et les environs étaient toujours très surveillés par la police à l'affût de nouvelles arrestations. Elle contrôle toute la circulation dans la région. Des troupes de paysans portant des drapeaux en signe de deuil ont essayé de former un cortège pour manifester. La police est intervenue à un kilomètre de l'usine pour empêcher cette manifestation.

• Tunisie

Six ouvriers grévistes de l'usine sidérurgique Menzel-Bourguiba (près de Bizerte) ont été condamnés jeudi à des peines allant de six à huit mois de prison par le tribunal de première instance de Bizerte. Ces ouvriers qui avaient participé à une grève partielle et sauvage déclenchée deux jours plus tôt dans quelques ateliers de l'usine, étaient poursuivis pour entrave à la liberté du travail et incitation à la grève illégale.

La semaine dernière, une grève avait éclaté et paralysé une usine textile de Ksar-Hellal (au sud de Tunis), grève où participèrent 1 200 employés.

• Afrique du Sud

Accentuation de la répression

(Suite de la page une)

Un recueil de poèmes écrits par les principaux auteurs noirs sud-africains, « le Soweto que j'aime », a été interdit par le Bureau de contrôle des publications. L'ouvrage a été jugé « préjudiciable à la sécurité de l'Etat, au bien-être général, à la paix et à l'ordre ».

Le communiqué hebdomadaire du Bureau de contrôle fait état de 63 documents interdits, dont les œuvres de Mao Tsé-toung.

L'AFRIQUE DU SUD DE PLUS EN PLUS ISOLÉE

C'est au tour des USA de se démarquer de l'Afrique du Sud. Vendredi, le Département d'Etat a décidé de rappeler son ambassadeur à Pretoria, William Bowdler, en consultation à Washington. Cette aggravation des rapports entre les deux pays est la conséquence logique d'une lutte qui a commencé il y a déjà pas

mal de temps. Pour les USA, soutenir sans réserve le gouvernement raciste actuel de Pretoria, revient à se fermer les portes de bon nombre de pays africains, pays avec lesquels ils ont l'intention de développer des relations politiques et économiques. Vendredi soir, les Pays-Bas ont décidé, eux aussi, de rappeler en consultation leur ambassadeur. Par ailleurs, le Conseil des ministres néerlandais a décidé de dénoncer l'accord culturel qui lie les Pays-Bas à l'Afrique du Sud.

Récemment, l'Afrique du Sud a été exclue d'organisations internationales. Ces différents faits prouvent l'isolement grandissant dans lequel se trouve le gouvernement raciste et prouvent aussi le rapport de force de plus en plus favorable des pays du tiers monde dans les rapports internationaux, car c'est grâce à leur influence que les pays capitalistes se détournent de l'Afrique du Sud.

Vorster condamne à présent ces diverses attitudes. Le gouvernement raciste au pouvoir refuse toute négociation. Pik Botha, ministre sud-africain des Affaires étrangères, a déclaré que les électeurs blancs seront appelés à répondre par un « non repentissant » au reste du monde qui cherche à détruire l'Afrique du Sud.

LE PEUPLE AZANIEN RENFORCE LA LUTTE

La répression qui s'est accrue ces derniers temps n'a pas engendré d'arrêt momentané des luttes ; au contraire, celles-ci se poursuivent avec plus de force. Par exemple, le boycottage des cours qui touche l'enseignement secondaire depuis plus de trois mois, paralyse maintenant tout l'enseignement y compris le primaire et cela depuis vendredi dernier ; au total, 180 000 lycéens et écoliers participent au mouvement de protestation contre le système d'éducation.



La police raciste pourchasse les manifestants.

• Corée du Sud

Un ancien membre des services de renseignement Sud-coréen a affirmé jeudi qu'il avait versé un million de dollars pour le compte de son gouvernement à des membres du Congrès américain.

Il a aussi expliqué que l'ancien ambassadeur Pyong Choon-Hahm avait lui-même offert 200 000 dollars à plusieurs mem-

bres du Congrès. Il a précisé qu'un industriel, vivant actuellement aux Etats-Unis, lui avait indiqué que le président de la Corée du Sud, Park Chung Hee était au courant de ces transactions.

Il a expliqué qu'un plan précis avait été élaboré pour verser ces pots de vin aux divers membres du Congrès.

• Sahara occidental

Après la France et le Portugal, le président Tito vient d'achever une visite officielle en Algérie.

Le communiqué conjoint publié à l'issue des entretiens au sommet qu'il a eu avec Houari Boumédiène a pris position en ces termes sur le problème du Sahara occidental :

« Le sommet extraordinaire de l'OUA sur la question du Sahara Occidental doit se tenir dans les plus brefs délais pour trouver une solution juste et durable à cette question par l'application des résolutions pertinentes de l'ONU et de l'OUA sur la base du principe au 'droit' à

l'autodétermination du peuple sahraoui. »

« Les présidents Tito et Boumédiène soutiennent les efforts entrepris par l'ONU, l'OUA, les pays

non-alignés ainsi que toutes les autres initiatives visant à trouver une solution pacifique à la question du Sahara occidental. »

• Somalie

Le président Siad Barre vient de lancer un « appel à la communauté internationale » afin qu'elle intervienne pour faire cesser les livraisons d'armes de l'URSS à l'Éthiopie. Il a réclamé le départ rapide des forces cubaines de la région. Le président Siad

Barre, en qualifiant de « extrêmement grave » la situation actuelle dans la corne de l'Afrique, a déclaré que les relations de la Somalie avec l'URSS et Cuba ne pouvaient qu'être sérieusement affectées par le comportement de ces deux pays.





ASSASSINATS ET CHASSE A L'HOMME

De nouvelles informations tendent à prouver que Baader, Raspe et Ensslin ont bel et bien été assassinés dans leurs cellules. Une quatrième personne, Irmgard Möller, bien que grièvement blessée (tentative d'égorgeage) a pu avoir une entrevue d'une demi-

télévision, les informations sont centrées sur «l'affaire des terroristes». A propos du détournement de l'avion, on nous a expliqué tous les détails, comment ça c'est passé. Il faut en mettre le plus possible pour que chacun soit horrifié, il faut que les gens aient peur de la

gagne rapporté au journal «Le Monde»: «A Francfort, après avoir beaucoup réfléchi et hésité à répondre, un jeune homme se déclare "effrayé de la tournure prise par l'affaire Schleyer"; "la police et certains journaux veulent faire croire à la recherche unani-

police, on devient aux yeux de tous un sympathisant, un membre de la Fraction armée rouge!"

récent de Barre à Bonn n'a pu que renforcer la coopération entre les deux polices. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup

bourgeoise, y compris régionale, se livre à des suppositions gratuites et n'hésite pas à désigner d'une manière ou d'une autre comme

«Vendredi 22 octobre, le quotidien à sensation Bild, édité à Francfort, titrait: "Un pays entier à la recherche de seize assassins".» D'autre part, Ulrich Wegener, chef du commando antiterroriste qui a dirigé l'opération du Boeing, avait assisté aux préparatifs du raid israélien sur Entebbe, le 4 juillet 1976.

Pour la première fois en France depuis 1942 (sous l'occupation nazie), des affiches ont fait leur apparition sur les murs de Mulhouse, reproduisant les portraits de «suspects».

«France-soir» a adopté le même principe. Quant au journal «Le Quotidien de Paris», il demande carrément que la police française réponde avec davantage de zèle aux demandes de la police allemande. «Le Figaro» titrait: «Cent terroristes tentent de faire trembler l'Europe», etc. Il est certain que la voyage

«L'Humanité» appelle à la répression

Dans son édition de samedi, l'Humanité révisionniste parlant des divers attentats qui ont eu lieu ces derniers jours en France (relatés dans notre édition précédente) se plaint que «les auteurs ne sont jamais découverts». Autrement dit, il faut plus de flics, accentuer la répression. Si nous condamnons fermement ces attentats, il doit être clair que c'est le pouvoir capitaliste qui en est le ferment et rien ne saurait justifier l'augmentation du nombre de flics.

Ce n'est pas pour rien non plus que l'Humanité de lundi a accordé une large place à l'attentat de samedi soir, contre le relais hertzien du Pré-en-Pail (près de Laval) qui a coupé les émissions de radio et de télévision en Normandie et en Bretagne. Accentuer la répression pour obtenir la «paix sociale» pour les élections, voilà ce que veulent les dirigeants révisionnistes.

d'œil sur la une de «J'informe» (quotidien officieux du gouvernement) du lundi 24 octobre. Toute la presse «coupables possibles» des attentats qui ont eu lieu ces jours-ci les organisations dites «d'extrême-gauche».

J'INFORME

Les terroristes assassins de Schleyer : des indices sont découverts en France

L'enquête continue avec la police allemande resserre l'étau autour des complices de Baader
•Trois tueurs ont été vus à Colmar il y a un mois : ils recherchent une ferme
•Les ravisseurs avaient posté des lettres depuis Paris



Paul Henrich - Christian Kie - Annette Rensch - Wolf Peter Faust

exemplaires avec ceux que l'on dit fous
Tous ont été arrêtés et de nombreux témoins de leur part ont été interrogés. Au moment où l'on a cherché de nouveaux indices, on a découvert que les auteurs de l'attentat avaient posté des lettres depuis Paris. Les ravisseurs avaient posté des lettres depuis Paris.

heure avec son avocat. Möller indique qu'un gaz faisant perdre connaissance aurait été répandu dans les cellules de ceux qui devaient être «suicidés», facilitant ainsi l'exécution finale par les bourreaux. Qui aurait ordonné cette besogne? On ne le sait pas. Toujours est-il que l'assassinat de prisonniers constitue un précédent extrêmement grave.

violence en général. Dans la suite, une autre information : à la sortie de l'avion, les otages ont été achetés par des grands moyens de presse. Ils sont sous contrat et ils ne peuvent rien dire aux autres. Ils vont vendre ce qu'ils ont vécu. Les vautours rôdent, toujours prêts, tout est bon à prendre.

me des terroristes par la population" ajoute-t-il, "mais c'est un climat de peur et de délation qui s'installe progressivement. Si l'on n'est pas contre les terroristes, ou même si l'on réprovoque l'opération de la

En Allemagne comme en France, c'est l'assimilation grotesque avec les mouvements de libération nationale : «l'entraînement militaire intensif suivi dans des camps par les Palestiniens et des terroristes comme Baader et ses compagnons» disait vendredi la TV allemande. Selon un témoin

D'après «Le Matin» Maoistes = terroristes

Il est clair que l'attaque est portée contre ceux qui se réfèrent au marxisme-léninisme, à la nécessité de la révolution prolétarienne (qui sera l'œuvre des masses); que c'est sur les marxistes-léninistes que les dirigeants du PS veulent attirer la répression du pouvoir. Il est clair que le PCR (ml) et son organisation de jeunesse ont condamné fermement au nom du marxisme-léninisme, les méthodes et les pratiques de la bande à Baader.

Il faut que les réactionnaires dirigeant le PS aient peur du marxisme-léninisme pour agir ainsi. La provocation du «Matin de Paris» traduit la faiblesse et le désarroi dans lequel se trouve la fausse gauche à l'heure actuelle, elle n'a qu'un objectif : gérer le capitalisme dans la paix sociale. Une telle position rend compte également de la façon dont agira la «gauche» si elle vient au pouvoir : réprimer dans le sang toute opposition au capitalisme, au nom de la «démocratie».

Nous nous déclarons solidaires du PCR (ml) et de l'UCJR face aux attaques mensongères du «Matin», d'autant plus que nous avons de notre côté au nom du marxisme-léninisme également contribué à dénoncer la ligne idéologique et politique de la bande à Baader, ses pratiques et ses méthodes.

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A travers la salle «Octobre 17»

Commençons à aller à travers les salles de la Mutualité le 6 novembre prochain. La salle «Octobre 17» traite des marxistes-léninistes et la salle politique de 1978. Elle est située au 1er étage; c'est la plus grande salle.

Elle représentera une ville et ses différents édifices : banque et coopérative, services publics, mass-média, école, hôpital, logement, mairie, commissariat... Sur chaque édifice, trois attitudes seront évoquées : celle de la droite au pouvoir, celle de la «gauche» ou Programme commun et surtout les points de vue des marxistes-léninistes sur la question. «Ni Plan Barre, Ni Programme commun !», «Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche !», notre mot d'ordre central sera ainsi illustré par de nombreux faits : ici, près de la «mairie», révélations sur les manigances perpétrées autour de la CUB de Bordeaux, là évocation des luttes à Rennes-Villejean, plus loin révélations sur Doumeng, membre du PCF, et sur ses agissements de gros partons capitalis-

te, encore, des exemples tirés de nos luttes dans les PTT, à l'EDF, etc. Les luttes dans les usines et les campagnes, quant à elles, occupent une salle toute entière et tenante : la salle Semard «Classe contre classe».

En fond de la salle «Octobre 17», un panneau de caricatures et de curriculum vitae des politiciens de droite et de gauche, que nous rejetons. Au même endroit, le stand des candidats ouvriers, paysans révolutionnaires que soutiendront les marxistes-léninistes en mars 1978. Des panneaux évoqueront la vie et les luttes de ces hommes et de ces femmes, tout à fait différents des politiciens bourgeois, hommes et femmes représentatifs de la classe ouvrière et du peuple de notre pays; certains parmi ces camarades seront présents au stand et pendant la journée expliqueront pourquoi des marxistes-léninistes se présenteront aux législatives, ce qu'on doit attendre de telles élections, ce que nous proposons.

Trois ou quatre d'entre eux, prendront la parole sur la scène, lors des deux «temps forts», l'un à 15 h 30, l'autre à 18 h 30. Sur la scène encore, à plusieurs reprises, un sketch :

«Ni droite, ni gauche», racontera les avatars d'une mairie passée d'une gestion de droite à une gestion de gauche.

Voilà ce qu'ont préparé nos camarades pour cette salle. Soyons sûrs qu'elle sera plus riche et plus variée encore, car les exemples abondent qui permettront de démasquer la politique bourgeoise de droite et de gauche et d'avancer nos propres mots d'ordre et points de vue... A la «bibliothèque» de la salle, on pourra trouver - entre autres livres et brochures sur le thème, «classe contre classe» des brochures sur Doumeng, sur les municipales à Rennes et sur la CUB de Bordeaux.

Un dernier mot enfin : «l'infirmerie» du rassemblement sera située dans cette salle, dans les coulisses de la scène. N'hésitez pas à l'utiliser si besoin est.

Crédit Lyonnais et banque soviétique

Claude Pierre-Brossolette, président du Crédit Lyonnais, en visite en URSS sur invitation de la Banque soviétique pour le commerce extérieur, et divers ministères, a été reçu par Kossyguine jeudi dernier. L'entretien a porté sur le développement général des échanges franco-soviétiques et l'élargissement de la coopération entre les deux banques. C'est Pierre Brossolette qui a proposé aux sociaux-impérialistes d'étudier la possibilité de coopération financière commune pour assurer la réalisation du projets industriels dans les pays du tiers monde. Voilà une collaboration qui, si elle se réalisait, ne ferait qu'aider l'opération de pillage et d'infiltration des sociaux-impérialistes, les capitalistes français ne voyant eux aussi que les gros profits qu'ils pourraient en tirer.

DES LIVRES A LIRE, A ETUDIER A UTILISER...

Etudions l'économie politique
Tome I : le capitalisme 22,00 F
L'impérialisme aujourd'hui 19,00 F
Sur le matérialisme dialectique 20,00 F
Economie rurale en Chine 18,00 F

Livres traduits du chinois et édités par
E 100 (EDITIONS DU CENTENAIRE)
24, rue Philippe de Girard
75010 - Paris

En vente dans toutes les bonnes librairies et notamment
Les Herbes sauvages La Force du livre
(75020 - Paris) (69001 - Lyon)



A «gauche», les tactiques se précisent

Remous chez les militants de base du PCF

Robert Fabre, président des Radicaux de gauche, a déclaré le 18 octobre dans le quotidien luxembourgeois «Letzeburger» : «Le système électoral étant ce qu'il est, il n'est pas interdit de penser que chacune des trois formations de la gauche ira séparément à la bataille». Dimanche, dans le journal du dimanche, Mitterrand déclarait «Le Parti socialiste apparaîtra en mars prochain comme la force dominante de la politique française». Cela veut dire que le PS comme les Radicaux de gauche envisagent au moins la possibilité d'aller aux élections législatives sans avoir renoué avec le PCF.

Ce serait pour eux une façon de mettre le PCF au pied du mur, de l'obliger ensuite à renouer avec l'alliance PS-Radicaux de gauche, qui devrait selon Mitterrand et Fabre, se payer un bon score électoral. Les deux partis de «la gauche non-communiste» feraient la preuve de leur force électorale et le PCF se verrait obligé de passer un accord, mais aux conditions du plus fort.

Face à cette tactique qu'ébauchent Mitterrand et Fabre, les dirigeants du PCF restent figés : «C'est la faute du PS», disent-ils depuis maintenant plusieurs semaines dans tous leurs journaux, toutes leurs revues,

toutes les interviews, toutes leurs réunions, tous leurs meetings. «C'est la faute au PS, et nous n'avons pas, nous, d'autre solution que l'Union de la gauche... Bon, ça va, on a entendu, on n'est pas sourd ! Et alors ?

«Nous continuerons à lutter pour un bon Programme commun. Nous refusons de tourner la page», précise (si l'on peut dire) Roland Leroy à Europe 1 dimanche soir... Bon, ça va vous l'aviez déjà dit ! Et alors ? Et alors : rien, aucune perspective concrète !

Les militants de base du PCF, eux, pendant ce temps se posent de plus en plus de questions. Il y a ceux qui trouvent que l'on devrait faire plus de concessions au PS, pour l'unité, mais ceux-là sont une minorité. Par contre, de plus en plus nombreux sont ceux qui trouvent que cela commence à bien faire ! Et leurs réflexions les amènent à remettre en cause toute la politique du PCF depuis les années 60 : le passage pacifique, la voie électorale, les alliances avec le PS, le reniement de la révolution...

Bien sûr, (et nous l'avons déjà dit) cela ne se fait pas tout seul. Mais partout où des lecteurs de notre journal sont allés dans les réunions ouvertes qu'organise aujourd'hui le PCF, c'est la conclusion qu'ils en ont tiré.

AMPLIFIER LA RIPOSTE AUX MESURES STOLERU !

La conférence syndicale afro-arabe qui s'est tenue ces jours-ci à Alger, réunissant les représentants des centrales syndicales d'une soixantaine de pays africains et arabes, a fermement condamné les mesures prises par le gouvernement français à l'encontre des travailleurs immigrés. La conférence a condamné «les campagnes racistes et xénophobes qui tendent à faire croire que le refoulement des immigrés apporterait une solution aux problèmes du chômage en France» et a considéré que «les immigrés pas plus que les jeunes, les femmes, les enfants des travailleurs français, ne doivent faire les frais de la crise et du chômage dont la responsabilité incombe au gouvernement et au patronat».

La Conférence s'engage à lutter pour «mettre un terme au chantage que mènent les pays industrialisés à l'encontre des millions de travailleurs immigrés et des travailleurs africains en particulier et, par là-même, sur leur pays d'origine» et dénonce «les pressions de toutes sortes exercées sur les immigrés pour les contraindre à rentrer dans leur pays.»

Ces prises de positions anti-impérialistes mettent en évidence la nécessaire unité du peuple de France et des peuples du tiers monde pour lutter contre la politique impérialiste.

Mais la responsabilité principale dans la lutte contre les mesures scélérates, inhumaines et racistes de Stolérou incombe à la classe ouvrière de France, Français et immigrés unis, ainsi qu'à tous ceux qui sont attachés au respect des droits de l'homme et à la justice.

Ce combat pour l'abrogation des mesures Stolérou et pour l'égalité des droits entre Français et immigrés, nous devons le mener avec énergie sans nous laisser abuser ni endormir par les déclarations d'apaisement émanant de l'appareil d'État.

Ainsi une récente délibération de la section sociale du conseil d'État a émis un avis défavorable à propos de ces mesures, estimant qu'elles n'étaient conformes ni au droit constitutionnel ni aux conventions réglant l'immigration entre certains pays d'origine et la France.

Mais la bourgeoisie s'embarrasse-t-elle de respecter une quelconque légalité pour mener à bien sa politique raciste à l'encontre de nos frères immigrés ? Dès juillet, alors qu'il n'était pas encore question officiellement des mesures Stolérou, les services de la préfecture de police appliquaient déjà les mesures, notamment en refusant le renouvellement des cartes de travail à des travailleurs immigrés, pourtant en situation tout à fait régulière.

Les prisons clandestines, telle celle d'Arenc à Marseille ou le dépôt du même type mis en place à Paris (voir ci-contre), sans compter toutes celles dont nous ignorons encore l'existence, sont là pour témoigner

à quel point la bourgeoisie se moque de sa légalité pour mener sa politique raciste, antiouvrière. Alors que le gouvernement utilise la répression la plus brutale pour atteindre son but : 150 000 expulsions par an, nous devons considérablement développer la lutte pour les objectifs suivants :

Abrogation des mesures Stolérou !
Fermeture des prisons clandestines !
Français-immigrés, égalité des droits !

Une prison d'Arenc en plein Paris

Nous avons des preuves qu'il existe à Paris, dans les caves du Palais de Justice, des cachots qui sont l'antichambre de l'expulsion et du refoulement.

Cette prison appelée le Dépôt, est, comme Arenc, illégale aux yeux de la loi même si tout l'appareil du ministère de l'Intérieur est au courant ainsi que le procureur. Les détenus sont entassés par nationalité dans des cellules, sans rien à manger qu'une tranche de pain, il leur est interdit de fumer. Ils ne peuvent avoir aucun recours extérieur et vu la procédure rapide, personne ne peut être au courant de leur disparition.

On ne peut tolérer plus longtemps que Bonnet expulse les travailleurs immigrés ; il a décidé d'en mettre 150 000 dehors. Puisque le piège du million n'a pas donné les résultats escomptés par la bourgeoisie, elle les expulse en cachette de peur de la riposte massive des travailleurs Français et immigrés qui ne pourront supporter cela.

Une fois l'arrêté signé, les flics amènent l'expul-

LA MARQUE DE PARFUM DE MARCHAIS : «PUR ET DUR»



Il faut bien se donner l'air de ce qu'on n'est pas !

«Ça gueule...»

A l'appui de ce que nous disons, voici deux réactions qu'un lecteur a relevées d'une discussion qu'il a eue avec des militants de base du PCF :

«Il ne faut pas croire que, du fait que les dirigeants actuels du parti impulsent telle ou telle ligne, le résultat est que tout le monde est d'accord avec. Je peux te rassurer à ce sujet. Ça gueule et on est bien loin d'être tous unis.»

Et à propos d'un camarade, jadis membre du PCF et exclu comme tant d'autres dans les années 60 : «Ça a dû être dur pour des militants comme toi à cette époque, lorsque vous avez été exclus. Cela je n'ai jamais été d'accord et j'ai toujours protesté contre les épithètes lancées à ton égard. Il faut dire que les positions de la Chine n'ont jamais été exposées clairement dans le parti. Ça a toujours été déformé.»

Et enfin, cette petite phrase : «J'ai lu le bouquin de Suzanne Bernard à propos d'un paysan du Vaucluse, c'est vrai que ça pose des problèmes.»

(extraits d'une correspondance de Rezé, Loire-Atlantique)

* Suzanne Bernard, «Rencontre avec un paysan révolutionnaire». Pauvert. En vente à la librairie des Herbes sauvages, 70 rue de Belleville, 75020 Paris.

• Strasbourg

Succès des journées portes-ouvertes aux 4 foyers Sonacotra en grève

La fête de soutien aux quatre foyers en grève a commencé par le montage diapositives, réalisé par le Comité de coordination. Celui-ci commenta le montage et engagea un débat avec les gens présents.

Le groupe «El Assifa» développa, lui, les thèmes de la lutte et fit découvrir ce qu'est en réalité la vie des travailleurs immigrés en France, la répression, les opérations coups de poing, etc. tout ceci au moyen de sketches.

Le meeting central regroupa deux cents personnes dont la majorité était des résidents des quatre foyers. Les mesures Stolérou furent vivement condamnées ainsi que les manœuvres de division des diri-

geants syndicaux et politiques de la prétendue gauche.

Deux films sur la lutte de nos frères palestiniens furent projetés.

Tout au long des deux journées, la visite des chambres fut organisée montrant ainsi à tous comment les immigrés sont traités et comment la Sonacotra les vole au moyen de loyers exorbitants.

Bien que sur le plan de l'organisation de la fête, il y ait eu quelques insuffisances, ces deux journées portes-ouvertes ont été un succès encourageant pour tous les gens présents. Ceci est très positif pour l'avenir de la lutte et son élargissement.

• Nimes (Gard)

40 licenciements à la Sogatex

Cette usine fabrique des pantalons. Les quarante ouvrières licenciées ne touchaient que des acomptes depuis le début septembre au lieu de salaire complet.

Le patron, lui, a touché des aides et des encouragements des fonds publics pour s'installer. Il a bénéficié aussi de la clause des cinq années, clause qui lui procure des exonérations partielles d'impôts et autres charges.

Au bout des cinq ans, il licencie les quarante ouvrières. Et ainsi, il pourra aller «créer des emplois» ailleurs.

Quant à la «Marseillaise» (quotidien du PCF sur la région), voici ce qu'elle dit

dans son édition du 12 octobre :

«C'est vrai que le textile, particulièrement à Nîmes, où la diversité des petites entreprises est importante, connaît une grave crise. Mais n'est-ce pas là le résultat d'une politique dont les travailleurs ne sont nullement responsables ? Et puisque le président de la République et le premier ministre ont promis des aides aux entreprises en difficulté, on se demande pourquoi pas à Sogatex.»

Pourquoi pas en effet, pour permettre au patron de pouvoir licencier d'autres ouvriers au bout de cinq nouvelles années. C'est si simple.